



Arrêté n°2024-DCPATE/572

**portant mise en demeure à l'encontre de la société ADAPA France Fontenay-le-Comte
pour les installations qu'elle exploite à Fontenay-le-Comte
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 21 et 25.VI.A ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002, modifié et complété par l'arrêté n°19-DRCTAJ/1-351 du 26 juin 2019, autorisant la société SAC EMBALLAGES après régularisation administrative à exploiter un atelier d'impression et de complexage de films plastiques sur le territoire de la commune de Fontenay-le-Comte ;

Vu la déclaration faite au préfet de la Vendée du transfert de l'autorisation environnementale de la société SAC EMBALLAGES au profit de la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO, dénommée désormais ADAPA France Fontenay le Comte, actée par un courrier de la préfecture de Vendée du 04 juin 2019 ;

Vu les rapports n° 00692460 et 00750099 des vérifications des installations de protection foudre du site ADAPA de Fontenay-le-Comte effectuées par BCM Foudre respectivement les 13/07/2022 et 22/12/2023 ;

Vu la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre du 07/07/2021, référencée 10721005/2/1 et rédigée par Bureau Veritas ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement du 15 octobre 2024 ;

Vu le courrier du 15 octobre 2024 transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par courriels des 21, 22 et 29 octobre 2024 ;

Considérant que lors de la visite des installations exploitées par ADAPA France Fontenay-le-Comte effectuée le 18 septembre 2024, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- aucune vérification complète des installations de protection contre la foudre et conforme à la notice de vérification et de maintenance susvisée n'a été réalisée depuis plus de 2 ans ;

- l'aire de déchargement des solvants vers le stockage vrac ni conçue pour recueillir les égouttures et les écoulements accidentels (présence de fissures au sol), ni reliée à une rétention suffisamment dimensionnée ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 21 et 25.VI.A de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé ;

Considérant que ces manquements conduisent d'une part à générer des risques de pollution des eaux pluviales et d'autre part, à réduire notablement le niveau de sécurité du site par rapport au niveau de sécurité exigé par la réglementation ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ADAPA France Fontenay-le-Comte de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure – Vérification complète des installations de protection contre la foudre

La société ADAPA France Fontenay-le-Comte, rue du Moulin de la Groie, sur la commune de Fontenay-le-Comte, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé :

« L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. »

Pour cela, la société ADAPA France Fontenay-le-Comte transmet à l'inspection des installations classées un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre établi par un organisme compétent. Ce rapport doit :

- préciser clairement les référentiels de vérification réellement pris en compte ;
- préciser explicitement s'il s'agit d'une vérification complète au sens de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ;
- permettre de s'assurer que toutes les vérifications prescrites par la notice de vérification et de maintenance établie par Bureau Veritas le 07/07/2021 (rapport référencé 10721005/2/1) ont été effectuées.

Article 2. Mise en demeure – Aire de déchargement des solvants

La société ADAPA France Fontenay-le-Comte, rue du Moulin de la Groie, sur la commune de Fontenay-le-Comte, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 25.VI.A de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé pour l'aire de déchargement des solvants vers le stockage vrac :

« Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. »

La société ADAPA France Fontenay-le-Comte adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions du présent article.

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de Vendée, pendant une durée comprise entre 2 mois et 5 ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontenay-le-Comte et pourra y être consultée.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.


L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société ADAPA France Fontenay-le-Comte, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **07 NOV. 2024**

Le préfet,


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

